



**ARGENTINE**



**D 2155 • Ar10**  
1-15 juin 1997

**MOTS-CLEFS**  
Disparus  
Dictature  
Droits de l'homme

***Diffusion de l'information sur l'Amérique latine***

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

**IL Y A VINGT ANS :  
LES MÈRES DE LA PLACE DE MAI**

*Le 30 avril 1977, quelques mères argentines ont créé un mouvement nouveau : les Mères de la Place de Mai. Alors que l'Argentine connaissait les heures les plus sombres de la dictature militaire et que de nombreuses voix se taisaient devant les atrocités commises par la Junte militaire, elles se sont battues avec courage et obstination pour dénoncer les crimes et atteintes aux droits de l'homme et, plus précisément, pour exiger l'"apparition en vie" de leurs enfants, de leurs époux disparus dans les geôles de la répression. Vingt ans après, alors que leur figure et leur lutte sont deve-*

*nues emblématiques, ces femmes, appelées aussi par les tortionnaires les "folles" de la Place de Mai, continuent leur rendez-vous pour dénoncer l'impunité dont jouissent les responsables de ces crimes. En participation à cet anniversaire, nous publions ici un article signé par l'Asociación Madres de la Plaza de Mayo, paru le 30 avril 1997 dans le journal qui porte leur nom, Madres de la Plaza de Mayo (Buenos Aires, Argentine) et qui raconte comment s'est constitué le groupe des Mères de Mar del Plata.*

Nous étions à peine un groupe de cinq mères quand nous nous sommes réunies en 1976 dans la Cathédrale. Nous nous reconnaissions à nos vêtements : celle au manteau clair, celle aux grandes chaussures, jusqu'à ce que nous soyons familiarisées avec nos noms. Avec le temps, davantage de mères nous rejoignirent. Toutes les semaines nous nous mobilisions pour aller au GADA, à la Base navale ou à la Base aérienne. Nous réclamions nos

filles. En 1977, Astiz<sup>1</sup> voulut s'infiltrer dans nos réunions mais il ne put pas le faire. Cette même année, après avoir repéré un des lieux, un commando procéda à un enlèvement et une de nos mères disparut : Gloria Sánchez. Sans famille, combative et lutteuse, elle ne

1. Le nom du capitaine Astiz est devenu en Amérique latine un symbole de la répression. Il fut le responsable de l'enlèvement et de la disparition des deux religieuses françaises Alice Domon et Léonie Duquet en décembre 1977. Cf. DIAL D 1175 (NdT).

se taisait devant aucun "troufion". Deux mères réclamèrent pour elle un habeas corpus mais nous n'avons jamais obtenu de réponse. L'évêché où nous avons fait nos premières dénonciations, nous permit seulement de nous réunir à son siège, nous ne pouvions pas aller dans la "Maison de Dieu". Mais rapidement, les chars d'assaut qui s'installaient chaque fois que nous nous réunissions furent une raison pour qu'on nous mette dehors.

**SOMMAIRE**

- > **ARGENTINE : Il y a vingt ans : les Mères de la Place de Mai (1-2)**
- > **AMÉRIQUE LATINE : La peur du voisin (5-6)**
- > **COLOMBIE : Personnes déplacées (3-4)**
- > **BRÉSIL : Les communautés ecclésiales de base et les Églises pentecôtistes (7-9)**

Ainsi nous allions d'une église à l'autre : San Antonio, Santa Ana, l'église méthodiste, San José. Les raisons de ce pèlerinage étaient les menaces, l'intimidation ou la répression des militaires et des forces de sécurité sur nous-mêmes ou encore la pression exercée sur les prêtres et les pasteurs qui, craintifs, nous demandaient de partir. À la fin nous eûmes notre propre siège mais cela dura peu de temps.



Nous savions qu'il y avait d'autres mères dans la même situation, parce que nous les rencontrions dans les tribunaux ou à la police. En 1977, nous avons publié un avis dans un journal local pour inviter les familles dont un membre avait disparu à participer à nos réunions. C'est ainsi que plus de cent mères et parents en vinrent à participer à nos assemblées, au cours desquelles nous échangeons nos expériences.

En même temps, nous commençons à nous organiser et à aller ultérieurement à Buenos Aires dans le but d'établir des liens avec les organismes des droits de l'homme. Ce fut important pour nous parce que nous commençons à voir l'ampleur réelle des disparitions, la cruauté et l'impunité des auteurs de la répression. Nous avons compris que, seules, nous ne pouvions rien obtenir et que la solidarité entre nous nous permettrait d'atteindre quelques résultats. Nous commençâmes à réaliser des actions conjointement avec les Mères de la capitale ou avec les parents. Ainsi nous avons recueilli des signatures pour l'"apparition en vie" des disparus ; nous avons rendue publique notre première requête en 1981 avec la photo de nos fils et à l'occasion des élections de 1983 nous avons demandé : "Où votent les disparus ?" Nous menions toutes nos actions dans la rue parce que nous

voulions que le peuple soit informé de ce qui arrivait.

Nos premières marches en 1978 eurent lieu aux alentours du Monument de San Martin dans l'Avenue Luro. Plus tard, nous faisons des allées et retours en silence le long de la rue piétonnière San Martin. En 1984 nous avons décidé de marcher tous les jeudis devant la Cathédrale.

Cette année 1984 fut une année décisive car nous nous sommes séparées du groupe des Mères et parents et nous avons créé la filiale des Mères de la Place de Mai. Beaucoup de choses nous séparaient dont voici les plus importantes : nous étions des Mères de la rue et non de bureau, le foulard faisait partie de nous-mêmes et nous n'étions pas prêtes à l'abandonner, nous continuions de soutenir la consigne d'"apparition en vie" et nous n'avions pas pactisé avec le pouvoir politique.

Par crainte ou par indifférence, la population était en principe réticente pour s'approcher de nos tables installées dans la rue piétonnière. Toute parole de solidarité qui nous parvenait nous donnait du courage. En 1985 des centaines de personnes répondirent à la campagne "Donne ta main à un disparu". De même, cette année là, nous avons manifesté dans le Cementerio Parque pour empêcher que ne se concrétise la mesure judiciaire des exhumations<sup>2</sup>. L'autre fait important fut lorsque, ayant refusé d'aller donner

*2. À ce sujet, le mouvement Solidarité avec les Mères de la Place de Mai (SOLMA) précise dans un communiqué publié à l'occasion du vingtième anniversaire : "L'apparition en vie des disparus" a été la première revendication des Mères. Sachant que leurs enfants ne peuvent pas revenir puisqu'assassinés, elles veulent obtenir des autorités la preuve de leur disparition en exigeant la vérité et la condamnation des coupables. (...) Les responsables incriminés veulent au contraire faire disparaître tout ce passé gênant, c'est-à-dire effacer "l'apparition en vie" et officialiser ainsi la mort des disparus. Pour y parvenir l'État a employé des méthodes différentes : exhumation des cadavres et hommages posthumes. Les Mères de la Place de Mai se sont toujours opposées violemment à ces pratiques, et elles s'y opposeront toujours." (NdT).*

un témoignage à la Base navale, les enquêteurs durent venir chez nous. Nous nous étions mises d'accord et nous avons renversé la situation : nous, un groupe de mères avec le courage de nos fils disparus, nous nous sommes changées en juges, tandis qu'eux, nerveux et craintifs, acculés dans nos cuisines, considèrent rapidement que l'interrogatoire était terminé.

Tous les étés nous profitons de la venue des touristes de tout le pays pour passer des films, provoquer des discussions et des débats dans la rue. Notre activité de la rue piétonnière est un engagement de toutes les années. Hebe en était l'orateur et y participaient les Mères de Mar del Plata, de la capitale ainsi que les compagnons du groupe d'appui. En hiver, les activités étaient concentrées à l'université, dans les bibliothèques, dans les centres de promotion, les collèges et organisations syndicales avec lesquelles nous étions en solidarité. À partir de 1993, nous avons un temps d'antenne dans une radio à modulation de fréquence intitulée "Pour la mémoire", au cours de laquelle défilaient d'un samedi à l'autre divers articles du journal des Mères concernant les crimes, la faim, le chômage.



Au cours de ces nombreuses années de lutte nous avons changé et nous avons grandi. De la recherche de nos propres fils, époux, ou frères nous sommes passées à la lutte pour les 30 000 disparus, pour les pauvres, les jeunes, pour tous ceux pour lesquels nos fils ont lutté et ont donné leur vie. Nous les aimons et continuerons de les aimer de tout notre cœur. Ils sont la force et la lumière qui éclairent notre chemin.

**Traduction DIAL.**

**En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.**

**DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org**

**Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F**

**Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50 Fax 01 45 55 28 13.**